
**hommes
& migrations**

Hommes & migrations

Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

1278 | 2009

Histoire des immigrations. Panorama régional

Poitou-Charentes

Histoire et mémoires des immigrations

Pierre Billion, Antoine Dumont et Julie Garnier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/242>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.242

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 142-153

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Pierre Billion, Antoine Dumont et Julie Garnier, « Poitou-Charentes », *Hommes & migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/242> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.242

Tous droits réservés

Poitou-Charentes

Histoire et mémoires des immigrations

Par Pierre Billion,
maître de conférences en sociologie, Citeres université de Tours et Odris,
et Antoine Dumont et Julie Garnier,
Odris.



Maisons ouvrières de Roumazières, 2009
© Stéphane Lévêque

L'invisibilité de façade des immigrés et le silence qui entoure leur mémoire en Poitou-Charentes pourrait laisser croire que la région n'a pas été concernée – ou très peu – par le fait migratoire. Or, certes moins importants que dans d'autres régions plus industrialisées de France, des flux migratoires ont bien été observés en région, comme l'attestent, notamment, l'importante présence portugaise à Cerizay ou encore, aujourd'hui, l'installation bienvenue, du fait de la chute démographique rurale, des Britanniques dans les cantons du sud de la Vienne, où ils constituent jusqu'à 10 % de la population cantonale.

Retracer l'histoire des immigrations en région Poitou-Charentes semble, au premier abord, consister à dire l'absence ou presque des immigrés dans la région, souligner, pour le moins, leur invisibilité et le silence de leur mémoire. Les sources s'avèrent en effet assez rares lorsqu'on regarde les ouvrages et articles publiés, un peu plus nombreuses quand on se tourne vers les études locales non publiées, les archives publiques ou associatives. La région ne figure pas parmi les grands pôles tôt industrialisés qui attirèrent de nombreux migrants de l'intérieur comme de l'extérieur, en Île-de-France, dans le Sud-Est ou dans le Nord. Elle ne présente pas non plus de grandes métropoles denses et propices aux mouvements de populations. Avec près de 2 % d'immigrés dans sa population totale au recensement de 1999, seulement 1,2 % en 1946, la région semble ainsi fortement ancrée dans l'image qui lui est souvent attribuée : douceur de vivre, attrait historique et touristique, poids d'un patrimoine séculaire et d'une histoire surtout rurale jugée à tort et trop rapidement homogène culturellement.

En y regardant d'un peu plus près, toutefois, on s'aperçoit que la région a connu, comme partout en France même si c'est ici dans une moindre mesure statistique, de constantes arrivées ou passages de migrants, depuis le milieu du XIX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui. C'est surtout après la Seconde Guerre mondiale que le nombre de migrants venus s'installer en Poitou-Charentes croît considérablement, comme partout, avec la venue de Portugais et de Marocains notamment, occupant les emplois créés par la décentralisation industrielle. Mais au cours des deux siècles qui précéderent cette période dite des "Trente Glorieuses", soit de 1830 aux années 1940, une diversité de migrants s'étaient installés ou avaient séjourné déjà en Charente, dans la Vienne, les Deux-Sèvres et, bien sûr, en Charente-Inférieure⁽¹⁾, plus largement ouverte vers l'extérieur par ses ports et sa façade maritime.

Ce qui se dessinait d'abord comme une absence aboutit, après examen, à une longue liste de nationalités, de situations et de contextes particuliers. C'est donc plutôt une amnésie (dans les représentations comme dans l'histoire locale) que l'on finit par pointer quant à cette présence disséminée mais souvent continue et non négligeable des étrangers.

Amnésie, silence, invisibilité, une telle histoire en creux est-elle synonyme de tolérance, d'accommodements réciproques voire de certaines formes d'assimilation ou, au contraire, de clivages et de discriminations cachées, d'absence de reconnaissance ? Sur quelles traces peut se construire la mémoire des immigrés et de leurs descendants ? La réponse à ces questions n'est pas tranchée et invite – qui plus est à l'échelle d'une région dont l'homogénéité n'est pas acquise – à comparer de multiples situations locales. Elle oblige surtout à faire l'histoire des immigrés tout autant que celle de la société d'installation et donc l'histoire des relations interethniques, l'histoire de la réception et de l'autochtonie.

Les ports et l'héritage colonial

L'histoire des côtes charentaises tranche avec celle de l'arrière-pays plus rural. Le port de La Rochelle (La Pallice) s'est ainsi bâti de solides relations commerciales avec l'outre-mer dès le XVI^e siècle avec comme point d'ancrage les Antilles, et particulièrement Saint-Domingue. Armateurs et commerçants se lancent alors dans la traite des esclaves et le commerce triangulaire faisant de La Rochelle le deuxième port négrier après Nantes, essentiellement entre 1643 et 1740. Cette économie coloniale et négrière prospère irriguait le commerce local et la circulation monétaire jusque dans l'arrière-pays. Elle est littéralement anéantie peu après la Révolution, mais plusieurs auteurs⁽²⁾ estiment qu'une profonde adhésion des Rochelais à l'idéologie coloniale va perdurer au cours du XIX^e siècle, et même jusqu'au milieu du XX^e. Diverses mises en scène de populations "pittoresques" non seulement à des fins d'exotisme romantique⁽³⁾ mais en tant que support de diffusion de l'idéologie coloniale et de stéréotypes xénophobes et racistes en attestent, même si elles restent moins nombreuses que dans l'Aquitaine voisine : les expositions coloniales de Rochefort-sur-Mer en 1898 et de La Rochelle en 1925 attirent un grand nombre de visiteurs.

L'histoire de la traite esclavagiste n'a fait que tardivement l'objet de travaux historiques et sa mémoire n'est encore qu'en voie d'exhumation. Ce long silence tranche considérablement avec la mémoire richement entretenue des relations avec la Nouvelle-France, car l'histoire rochelaise illustre aussi celle de l'émigration de nombreux habitants de la Saintonge, de l'Aunis et de l'Angoumois vers ce qui deviendra le Québec. Les lieux de mémoire acadiens et les valorisations des relations transatlantiques font l'objet d'un fort investissement associatif et officiel⁽⁴⁾ où la recherche de racines des Québécois rejoint l'intérêt rochelais et rochefortais de développer le tourisme culturel ainsi qu'un rayonnement international. En une inversion assez inattendue de l'immigration vers l'émigration destinée à affermir l'"identité rochelaise", la municipalité a lancé en 1999 une opération intitulée "diaspora rochelaise" destinée à rassembler les Rochelais vivant à l'étranger alors que, hormis un cahier d'histoires de vies largement centré sur l'évocation des pays d'origine mais très peu sur le contexte d'installation⁽⁵⁾, elle peine encore à valoriser l'histoire locale des immigrations et à agir efficacement sur les discriminations. L'influence coloniale perdure encore au XX^e siècle avec la venue de nombreux tirailleurs et travailleurs d'Afrique occidentale, du Maghreb ou encore d'Indochine au moment de la guerre de 1914-1918. Le grand Sud-Ouest est en effet devenu alors une base arrière où les troupes coloniales restent en hivernage ou bien participent à l'activité des docks, des arsenaux ou même de l'agriculture. L'espace picto-charentais n'échappe pas à cette réalité, même si les flux sont moindres qu'en Aquitaine. Ainsi,

un camp pour les tirailleurs indochinois mais aussi kabyles est ouvert à Angoulême près de la poudrière nationale. On retrouvera des Indochinois dans ce camp en 1939 et 1940 mais aussi dans l'arrière-pays charentais en tant que main-d'œuvre requise sous l'Occupation comme, par exemple, aux grandes tuileries de Roumazières en 1943 et 1944. Ces migrations de travailleurs et de troupes coloniales existent aussi en dehors des conflits, dans l'entre-deux-guerres. Au recensement de 1931, les 1 389 "Africains sujets français" des "possessions" de l'Afrique occidentale présents dans le département de Charente-Inférieure forment la deuxième "colonie" d'Afrique noire en métropole après le Var et avant celle des ports des Bouches-du-Rhône.

Migrations forcées et contrôle des étrangers

Mais l'entre-deux-guerres va être marqué par d'autres migrations forcées, celle des réfugiés républicains espagnols de la guerre civile de 1936-1939 notamment. Ils arrivent par les Pyrénées mais aussi par bateaux au port de La Pallice. Comme ailleurs dans le Sud-Ouest, divers camps destinés plus largement à la surveillance des étrangers "indésirables" ouvriront à Montguyon, Montendre, Angoulême, la Ruelle-sur-Touvre, Poitiers, Cognac. Certains Espagnols intégreront les Compagnies de travailleurs étrangers (CTE) participant aux travaux agricoles ou iront rejoindre des unités industrielles de la région, mais le Poitou-Charentes détient aussi le triste privilège de s'illustrer par le premier convoi de civils déportés (927 hommes, femmes, enfants et vieillards réfugiés d'Espagne) parti d'Angoulême vers le camp d'extermination de Mauthausen dès le 20 août 1940⁽⁶⁾. Les mêmes camps serviront à l'internement de populations tziganes et nomades mais aussi de Juifs français ou étrangers au cours de la Seconde Guerre mondiale (le camp de la route de Limoges à Poitiers par exemple)⁽⁷⁾.

Les juifs de la région font partie, pour la plupart, d'un autre flux de migrants, celui des réfugiés mosellans arrivés dès 1939, dont la zone de repli était le département de la Charente. S'ils sont, quant à eux, dirigés en diverses communes du département et hébergés par la population, la venue massive de ces réfugiés provoquera des réactions de solidarité mais aussi des conflits et des manifestations de xénophobie. Leur langue, proche de l'allemand, cristallise leur altérité aux yeux des Charentais. Mais c'est aussi leur expérience citadine et du milieu ouvrier mosellan plus revendicatif et syndicalisé, leur diversité ethnique (il y a beaucoup d'immigrants italiens en Moselle) qui les rendront suspects aux yeux de leurs hôtes. Seules les communes de milieu rural garderont des relations, sous la forme de jumelages, avec des Mosellans plutôt ruraux aussi (des Bitcheländer), alors que les relations avec les citadins de Sarreguemines ou

Thionville resteront plus distantes, voire conflictuelles. Ainsi le rapport à l'altérité est-il étroitement influencé par le caractère rural de la société picto-charentaise y compris dans les "usines aux champs" qui existent en diverses bourgades, un antagonisme rural-urbain qui recoupe plus ou moins les différences de classe.

Le caractère forcé des migrations, le contrôle officiel dont font l'objet les étrangers constituent un des aspects remarquables de l'histoire des immigrations dans la région dans les années 1930 et 1940 mais aussi au-delà. Le Centre-Ouest fit partie, au fil des époques, de ces régions suffisamment éloignées des métropoles et des foyers d'activisme politique, suffisamment à l'écart des frontières, pour y cantonner, surveiller, mettre à l'écart réfugiés, exilés et autres minoritaires membres des troupes ou de la main-d'œuvre coloniales. Cette originalité au regard des régions industrielles à plus forte immigration court comme un fil directeur, des internés carlistes ou réfugiés polonais des années 1830 déjà jusqu'aux sans-papiers et nombreux déboutés du droit d'asile d'aujourd'hui en passant par les rapatriés d'Algérie, les républicains espagnols ou d'autres réfugiés d'Amérique latine, d'Asie du Sud-Est, d'Afrique, de Tchétchénie accueillis après 1970 et pris en charge dans divers centres d'hébergement à Cerizay, Angoulême, Poitiers et accompagnés par diverses initiatives militantes. À remonter le fil de ces migrations, on s'aperçoit que les discriminations sont loin d'être une réalité seulement contemporaine.

Migrations rurales et petites villes industrielles

L'immigration de main-d'œuvre croît dès les années 1920, mais surtout dans les années 1930, non seulement près des côtes mais aussi en milieu rural. Entre 1921 et 1936, le nombre d'étrangers augmente globalement dans la région mais particulièrement dans la Charente et la Vienne, alors qu'il baisse en Charente-Inférieure et dans les Deux-Sèvres entre 1931 et 1936. Cette augmentation se fait particulièrement au profit de nouveaux venus polonais et italiens⁽⁸⁾ alors que l'immigration espagnole et portugaise, un peu plus ancienne, stagne ou même régresse. Les Polonais sont ouvriers agricoles alors que les Italiens occupent plus souvent les métiers du bâtiment mais surtout le secteur des industries d'extraction, dans les très nombreuses et réputées carrières disséminées dans la région où les conditions de travail sont rudes. Cette immigration s'établira ensuite dans les villes de Poitou-Charentes mais, pour un certain nombre, la région ne sera qu'un lieu de passage. Pour les Polonais comme pour les Italiens, la relative faiblesse de l'immigration picto-charentaise ne donne pas lieu à des filières de recrutement et leur venue privilégie les réseaux familiaux et liés à un même village ou région d'origine. La forte spécialisation professionnelle des ouvriers

italiens et leur relative ségrégation dans l'espace local a pu laisser quelques traces dans la mémoire locale, notamment dans le nom des lieux (le "village des Italiens", village d'Artiges à Chauvigny, ou encore la "Carrière des Italiens" à Crazannes).

Roumazières : carrefour improbable des migrations picto-charentaises

Parmi les nombreux contextes locaux qui connaissent une immigration régulière, on peut évoquer certaines petites communes présentant des "usines aux champs", comme les tuileries de Roumazières au cœur de la Charente limousine ou bien encore la râperie et distillerie de betteraves à sucre de Celles-sur-Belle (Deux-Sèvres) qui a employé du personnel étranger saisonnier (Tchèques, Polonais, Marocains) des années 1930 à 1960. À Roumazières, dès la Grande Guerre, les travailleurs immigrés viennent pallier le manque de main-d'œuvre locale et sont occupés à des emplois particulièrement difficiles (les tuiliers employés aux fours) dans des unités qui ne se modernisent que très lentement. Roumazières figure ainsi, de 1914 jusque dans les années 1960 et 1970, comme un carrefour improbable mais bien réel des migrations qu'a connues la région : travailleurs coloniaux indochinois et d'Afrique du Nord, Italiens, Polonais, Espagnols, réfugiés mosellans, Algériens et Portugais se succèdent dans les usines, permettant aux dirigeants de maintenir un *statu quo* des conditions de travail et de rémunération, la main-d'œuvre étrangère s'avérant particulièrement malléable au travail, peu revendicative face à la gestion longtemps paternaliste et autoritaire des tuileries et briqueteries. Parallèlement à l'industrie, la commune a vu l'installation d'éleveurs des Pays-Bas dans les années 1950 venus reprendre les exploitations laissées vacantes par l'important exode rural. Aujourd'hui baptisée "cité de l'argile" à des fins de valorisation du sous-sol local et de patrimonialisation des lieux et techniques qui ont fait sa réputation, Roumazières ne parvient pas réellement à se souvenir, comme beaucoup d'autres communes, qu'elle fut ce carrefour des migrations, résumant à elle seule une page importante de l'histoire de l'immigration en Poitou-Charentes et de son caractère à la fois rural et industriel⁽⁹⁾.

Cognac : entre xénophilie et xénophobie

Les immigrants et leurs descendants ont pu lentement s'assimiler dans ces contextes tant que, il est vrai, ils restaient à la place subalterne qui leur était assignée dans la hiérarchie sociale locale. Dans d'autres contextes, xénophilies et xénophobies coha-

bitent, comme dans le vignoble de Cognac mondialement connu pour ses eaux-de-vie. Marqué de longue date par une présence scandinave mais surtout britannique, symbolisée par l'élite des négociants comme Hennessy et Martell, Cognac a surtout dû faire appel à la main-d'œuvre étrangère au sortir de la Grande Guerre dans les industries dérivées. Ainsi, à la verrerie Boucher, dès 1914, sont embauchés des Espagnols mais aussi des ouvriers venus d'Amérique latine. Lorsque ceux-ci se mettent en grève en 1916, les réactions xénophobes et le zèle du commissaire spécialement affecté à leur surveillance permettent de raffermir l'identité majoritaire d'une ville centrée sur ses intérêts économiques et qui espérait des étrangers une attitude malléable et peu revendicative. Dans le même temps, en 1917, s'installe un important camp d'entraînement de l'armée autonome tchécoslovaque où des milliers de soldats et officiers se succéderont jusqu'en 1920. L'attitude des Cognaçais, d'abord méfiante, fut ensuite accueillante dans la mesure où cette implantation fut demandée par la ville et la chambre de commerce elles-mêmes afin de dynamiser le commerce local et élever Cognac au rang d'autres villes de garnison de la région⁽¹⁰⁾. Cognac figure aujourd'hui parmi les lieux de mémoire tchèques de France et continue à être associée régulièrement à des cérémonies et des échanges. Ce contraste dans l'accueil des allogènes suivant leur statut de classe et leur rôle économique illustre la lourde influence des intérêts économiques et entrepreneuriaux dans le cognaçais. Dans l'entre-deux-guerres, le secteur agricole et viticole y emploie aussi des saisonniers espagnols et polonais, notamment au moment des vendanges. Jusqu'à aujourd'hui, avec désormais les Marocains mais aussi, de nouveau, des Polonais, le manque de sources ou de diagnostics sur les conditions de vie de ces saisonniers étrangers reste, comme hier, criant et contribue à leur invisibilisation.

Châtelleraut : mémoires des immigrés et rapatriés d'Algérie

La ville de Châtelleraut illustre la croissance de l'immigration dans la région au cours des années 1960, mais aussi une autre forme de migration forcée, celle des rapatriés. Il s'agit en fait des originaires d'Algérie quelle que soit leur nationalité. Des centaines de rapatriés pieds-noirs et surtout harkis arrivent dans l'urgence en 1962. À partir des années 1970, ils sont rejoints par des immigrés économiques et leurs familles. En 1999, la ville concentre près de la moitié du millier d'immigrés algériens présents dans la Vienne et une centaine de familles de rapatriés, pour l'essentiel harkis, la plupart des pieds-noirs étant partis. Cette concentration spatiale est d'autant plus remarquable que les originaires d'Algérie sont en moyenne moins nombreux parmi les immigrés du

département et de la région que dans le reste de la France. Châtelleraut est donc inscrite dans un vaste réseau migratoire, au départ polarisé par la région de Tlemcen (Oranais). L'attractivité migratoire de la ville est renforcée par le rôle prégnant d'officiers ayant facilité la venue de harkis et par celui de Pierre Abelin, maire de 1959 à 1977, qui favorise l'implantation d'industries aéronautiques, automobiles et métallurgiques. Parallèlement, l'offre de logement se développe avec la création de la Zup d'Ozon dès 1960, que des harkis ont participé à construire. Ce nouveau quartier va concentrer l'essentiel des familles au point de devenir un "quartier algérien" dans les représentations locales. Si cette image est à nuancer d'un point de vue statistique, rapatriés et immigrés ont su s'approprier cet espace de vie, en y développant leurs propres pratiques culturelles, religieuses, sportives, voire commerciales⁽¹¹⁾. C'est ainsi à Ozon qu'Abderrahman Henni, figure historique de cette communauté, crée en 1964 la première mosquée de la région. Une rue devrait bientôt porter son nom. Ces pratiques territorialisées peuvent servir de supports à des initiatives mémorielles impulsées par les institutions et les services sociaux, en particulier le Centre social et culturel. Si la mémoire rapatriée, liée à la guerre, est largement refoulée, la mémoire immigrée, liée au pays d'origine, est valorisée au travers d'expositions (Année de l'Algérie en 2003), d'échanges culturels avec Oran ou de projets pédagogiques autour de l'émir Abd el-Kader et des traces de son séjour, non loin, à Amboise, projet relayé par un adjoint municipal dont la mère est rapatriée et le père immigré.

Angoulême : mémoires de quartiers et politiques urbaines

Avec la plaine d'Ozon à Châtelleraut, nous abordons une réalité plus contemporaine qui renvoie aux quartiers dits parfois "d'exil" que constituent les zones urbaines sensibles. Parmi ces quartiers, celui de Basseau et de la Grande-Garenne, à l'ouest d'Angoulême, mérite d'être évoqué à plus d'un titre : symbole du quartier de relégation et des représentations négatives associées localement aux quartiers populaires périphériques, il est saisi de l'extérieur par l'opinion publique comme par les médias sous un stéréotype globalisant et imprécis du ghetto. Ce quartier de 5 300 habitants (avec seulement 10 % d'immigrés aujourd'hui) résume pourtant une soixantaine d'années d'histoire locale de l'immigration. D'abord constitué du camp des travailleurs indochinois en 1940 puis abritant des prisonniers allemands, le camp de Basseau se transforme en quartier populaire avec l'installation, au cours des années 1950, de nombreux "squatters" dans les baraques. Parmi ceux-ci, populations nomades sédentarisées, réfugiés espa-

gnols, premiers immigrés algériens mais aussi de nombreuses autres personnes venues des campagnes proches, travaillant aux papeteries ou à la poudrerie. Les pouvoirs publics vont intervenir progressivement en construisant des cités remplaçant l'habitat spontané. Des populations ethniquement de plus en plus diversifiées vont s'y installer et y expérimenter de multiples opérations architectura-

Basseau constitue un analyseur de la société dite "d'accueil" et de ses politiques publiques, n'échappant ni à la mise à distance des populations stigmatisées, ni au déni des discriminations ordinaires qu'elles y connaissent depuis plusieurs décennies.

les, les politiques successives de logement ou de développement social des quartiers étant parfois vécues comme des ruptures. Avec les délocalisations industrielles et la montée du chômage, ce quartier symbolise aujourd'hui l'anomie et la crise. Pourtant, une riche vie sociale et culturelle et les initiatives d'habitants et de militants de l'action sociale ont donné lieu par deux fois, au cours des années 1980 et très récemment, à la publication d'ou-

vrages qui rendent justice à la mémoire de l'immigration, intimement liée ici à une mémoire ouvrière⁽¹²⁾. Pour certains, cet ancrage dans l'histoire et la solidarité interethnique en devenir qui s'y exprime constituent un fort potentiel pour le quartier, gâché par la surenchère publique autour du communautarisme⁽¹³⁾. Basseau constitue un analyseur de la société dite "d'accueil" et de ses politiques publiques, n'échappant ni à la mise à distance des populations stigmatisées, ni au déni des discriminations ordinaires qu'elles y connaissent depuis plusieurs décennies. La mémoire locale des immigrations, riche mais largement méconnue, se présente ainsi comme une occasion ratée ou un outil négligé de développement social et de valorisation des populations.

Cerizay : mémoires de l'immigration et place des femmes

Dans le Poitou-Charentes, la migration portugaise devient significative au milieu des années 1960, avant de devenir massive dans les années 1970-1980. En léger décalage par rapport au niveau national, cette migration occupe une place proportionnellement plus importante au niveau local. La petite commune de Cerizay (Deux-Sèvres) concentre une forte population portugaise, de l'ordre de 15 à 20 %, née de la politique d'embauche de l'important carrossier Heuliez.

L'histoire locale de cette migration est bien connue. Les réalisations dans les années 1990 d'une recherche universitaire, de films, d'un cahier de mémoire, contribuent à diffuser l'histoire-mémoire de cette migration auprès d'un large public. Pourtant, une méconnaissance historique et sociologique subsiste qui tient à la diversité des courants migratoires et à la place des femmes. Il convient en effet de souligner la diversité interne de l'émigration portugaise souvent issue du milieu rural mais aux réseaux d'originaires variés (île de Madère, nord et centre du Portugal). Par ailleurs, le Centre provisoire d'hébergement de la ville accueille, de 1975 à 1988, des réfugiés statutaires originaires du Chili puis des pays d'Asie du Sud-Est continentale et contribue à diversifier les origines nationales des immigrés.

La place et le rôle des femmes portugaises dans le développement économique de la commune sont à souligner. Ces jeunes femmes sont arrivées massivement peu de temps après les hommes et ont rapidement travaillé comme ouvrières dans les usines de confection textile de la ville. Dans ce secteur d'activité, elles représentaient 9 % de la population active féminine en 1975⁽¹⁴⁾. L'absence de sources statistiques plus précises couvre cette singularité locale. Outre des conditions de travail difficiles (rendement et esprit de compétition), ces femmes ont été durablement marquées par les rapports conflictuels entre ouvrières françaises et portugaises. Les grèves de 1972 et les licenciements des années 1990 en témoignent. Ces conflits rendent saillants les processus de stigmatisation à l'œuvre dans le temps long. Leurs enfants, pourtant français, subiront à leur tour le poids du stigmate. Dans le cadre de l'école notamment, ils resteront des individus "dis-crédita-bles"⁽¹⁵⁾.

L'insertion socioprofessionnelle des étrangers en milieu rural ne se fait pas sans conflit. Derrière le stéréotype positif de l'ouvrier(ère) docile, se cache en réalité une image négative de l'étranger qui le discrédite et l'infériorise. Bien sûr, les "Portugais de Cerizay" symbolisent tout à la fois une part de la réussite économique du "bocage industriel" et l'expérience démocratique précurseur du conseil municipal où plusieurs Portugais furent associés. À la fin des années 1980, le maire mit en place un système de bourses soutenant la poursuite des études des enfants de milieux modestes : on découvrit alors les problèmes d'échec scolaire des enfants d'immigrés. Il semble en effet important de ne pas négliger, dans tout travail de mémoire, les processus de stigmatisation qui touchent les immigrés et leurs descendants, c'est-à-dire de reconsidérer les regards des accueillis sur les accueillants et vice versa. Si la mémoire des femmes et des jeunes reste encore méconnue, les différentes actions politiques cerizéennes marqueront une réelle prise de conscience de la place des uns et des autres dans la cité.

Les étudiants africains : parcours et projets migratoires

Lorsqu'on parle d'immigrations africaines dans la région Poitou-Charentes, trois ambiguïtés doivent être levées. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'une migration de travail mais d'une migration hors travail. Les premiers migrants qui arrivent à Poitiers dans les années 1960 sont des élèves et des étudiants, diplômés. Cette migration pour études se développera après les indépendances et jusqu'à aujourd'hui. Elle semble liée à l'activité pastorale du séminaire, aux réseaux d'interconnaissance, à la valorisation des études en France, aux échanges interuniversitaires. Cette dimension singularise la ville de Poitiers.

Deuxièmement, les immigrés africains en Poitou-Charentes ne constituent pas un groupe homogène. À compter des années 1980, alors que les premières générations d'étudiants repartent dans leurs pays d'origine, d'autres migrants arrivent à Poitiers. Ils sont originaires de plusieurs pays d'Afrique majoritairement francophones (Cameroun, Congo, Sénégal, Gabon, Côte d'Ivoire, Togo, Guinée, Madagascar, Bénin, Tchad, Burkina Faso), habituellement peu représentés en France, du moins jusque dans les années 1990. Ces migrants ont des parcours et des projets migratoires différents : ils fuient l'instabilité politique et économique de leurs pays, ils viennent rejoindre un conjoint, un ami, un membre de la famille, poursuivre des études. Leur nombre et leur situation sociale restent mal connus. Troisièmement, les migrants installés n'accèdent que partiellement à des métiers qualifiés en raison d'une discrimination raciale indirecte et d'un bassin d'emploi régional limité. Dans ce contexte, la petite entreprise est un moyen pour les étudiants de rallonger leur temps de séjour et de lutter contre la discrimination sur le marché du travail. Elle ne concerne toutefois qu'un petit nombre de migrants installés, qui ont bien souvent acquis la nationalité française.

Les Britanniques : dynamiques et bien accueillis

Avec les Britanniques (les plus nombreux parmi les immigrés arrivés depuis 1990), on assiste au contraire à une véritable politique d'accompagnement de la part des collectivités locales. Nombreux sont ceux qui, devant la montée des prix de l'immobilier dans le Périgord, se tournent désormais vers les campagnes du Poitou-Charentes, particulièrement dans les cantons ruraux du sud de la Vienne (Civraisien et Montmorillonnais) où les Britanniques comptent parfois jusqu'à 10 % de la population cantonale. Planche de salut pour la démographie rurale en forte

chute, investisseurs créant des activités ou réhabilitant des logements, les Britanniques ont de nombreux atouts qui les valorisent auprès des autochtones même si la question du bilinguisme ou la précarité relative de certains jeunes installés aujourd'hui dans les villes posent question. Le dynamisme associatif de ces "néoruraux" d'outre-Manche, leur grande visibilité et la perception autochtone, à leur propos, de l'immigration comme une nouveauté contemporaine, confirment paradoxalement l'invisibilité des autres courants migratoires. ■

Notes

1. L'actuel département de Charente-Maritime fut nommé Charente-Inférieure jusqu'en 1941.
2. Blanchard, Pascal (dir.), *Sud-Ouest, porte des outre-mers*, Milan, Toulouse, 2006, et Delafosse, Marcel (dir.), *Histoire de La Rochelle*, Privat, Toulouse, 2002.
3. L'officier et écrivain Pierre Loti (1850-1923), né à Rochefort, reste l'exemple archétypique de cette construction d'une altérité exotique dont l'influence dépassa largement la seule littérature.
4. Ministère de la Culture, mission Inventaire général du patrimoine culturel, "Sur les traces de la Nouvelle-France en Poitou-Charentes et au Québec", *Cahiers du Patrimoine*, n° 90, Geste éditions, 2008. Un livre épais, très richement illustré, accompagné d'un CD-Rom et édité à l'occasion du quatrième centenaire de l'établissement de l'Acadie, des villes de Québec et Tadoussac. Il est le fruit d'un inventaire des lieux de mémoire de la Nouvelle-France commencé en 2001.
5. "Ces Rochelais venus d'ailleurs", in *Paroles de Rochelais*, cahier n° 12, févr. 2003.
6. L'attitude des autorités comme de la population picto-charentaise à l'égard des réfugiés n'échappa donc pas à la xénophobie de l'époque, contrairement à certaines interprétations hâtives : Cf. Sivasli, Nermin, "La situation des réfugiés espagnols en Poitou-Charentes", in *Hommes & Migrations*, n° 1249, mai-juin 2004, p. 127-133.
7. Lévy, Paul, Becker, Jean-Jacques, *Les Réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale*, CERHIM, Confolens, 1999.
8. Encore peu nombreux dans les années 1920, les Polonais représentent en 1936 28 à 30 % des étrangers dans la Vienne et la Charente.
9. Langlais, Monique, Berland, André, *Roumazières-Loubert : 2 000 ans d'histoire*, édition A. Berland et M. Langlais, 2001 ; Da Silva, Manuel, *O Gaiteiro*, éditions Mers du Sud, Angoulême, 2008.
10. Pallaro, Aline, "Les étrangers à Cognac entre 1914 et 1939 : de l'installation à l'intégration", maîtrise d'histoire, université de Poitiers, 1998.
11. Joyeux, Ludovic, "Habiter la plaine d'Ozon : territoires, communautés et 'générations suivantes'", DEA de géographie, université de Poitiers, 1999 ; Peltier, Marie-Laure, "L'insertion spatiale des familles d'origine maghrébine à Châtellerault", maîtrise de géographie, université de Poitiers, 1992.
12. Basseau : hier, aujourd'hui : mémoire collective d'un quartier d'Angoulême, Association de coordination des assemblées d'intérêts du quartier de Basseau, Angoulême, 1985, et Cherif, Nouar Mohamed, *Témoins d'hier et d'aujourd'hui. Basseau : évolution d'un quartier sur un demi-siècle*, édition Centre social culturel et sportif de Basseau, ca. 2006.
13. Le récent ouvrage d'un sociologue (Lapeyronnie, Didier, *Ghetto urbain*, Robert Laffont, Paris, 2008), consacré en grande partie aux habitants de ce quartier (considéré comme ghetto à l'américaine) mais n'en présentant que fort peu le contexte et l'histoire, n'est pas sans conforter les stéréotypes au sujet de Basseau.
14. Kotlok-Piot, Nathalie, "La communauté portugaise en France, espace et devenir", thèse de doctorat, université de Toulouse, 1994.
15. Goffman, Erving, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*, Minuit, Paris, 1975.